

## TABLE DES MATIERES

	Folio
Avant-propos	V
Méthode	VII
Mots-clés	IX
Table des matières	XI
<b>I. PARTIE GENERALE</b>	
<b>A. Général</b>	
<b>Code des Sociétés et des Associations (L. 23 mars 2019)</b>	3
<b>Loi du 23 mars 2019</b> introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses (Extrait: Chapitre IV: Dispositions abrogatoires - Dispositions transitoires - Entrée en vigueur - Attribution de compétences)	611
<b>Code des Sociétés (L. 7 mai 1999)</b> (Extrait formes de sociétés abrogées: Livre 7 - SC, Livre 9 - SCA, Livre 10 - SFC, Livre 13 - Société Agricole, Livre 14 - Groupement d'Intérêt économique)	615
<b>Arrêté royal du 29 avril 2019</b> portant exécution du Code des sociétés et des associations ( <i>par L. Ostyn</i> )	667
<b>Arrêté royal du 28 juin 2019</b> portant exécution de l'article 42, § 4, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses concernant la présomption d'agrément comme entreprise agricole et comme entreprise sociale ( <i>par R. Aydogdu</i> )	835
<b>B. Responsabilité des administrateurs</b>	
<b>Code de droit économique du 28 février 2013</b> (Extrait: Livre XX, Titre VIII: art. XX.224 à XX.228)	837
<b>Code du 13 avril 2019</b> du recouvrement amiable et force des créances fiscales et non fiscales (Extrait: art. 51)	839
<b>C. Associations d'assurances mutuelles</b>	
<b>Loi du 4 avril 2014</b> relative aux assurances (Extrait: art. 225-227) ( <i>par A. De Graeve</i> )	841
<b>Loi du 13 mars 2016</b> relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance (Extrait: art. 33-34 et 244-247) ( <i>par A. De Graeve</i> )	843
<b>II. DROIT SUPPLETIF</b>	
<b>A. Actions</b>	
<b>Arrêté royal coordonné n° 62 du 27 janvier 2004</b> relatif au dépôt d'instruments financiers fongibles et à la liquidation d'opérations sur ces instruments ( <i>par E. Leroux</i> )	847
<b>B. Publicité</b>	
<b>Code de droit économique du 28 février 2013</b> (Extrait: art. I.2, I.4, III.15-III.73, XV.63-XV.65 et XV.69-XV.79) ( <i>par B. Tilleman</i> )	855
<b>Loi du 18 septembre 2017</b> relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (Extrait: Livre IV, Titre II: art. 73-75) ( <i>par K. Dewaele</i> )	881
<b>Arrêté royal du 30 juillet 2018</b> relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO ( <i>par K. Dewaele</i> )	885
<b>C. Société coopérative</b>	
<b>Loi du 20 juillet 1955</b> portant institution d'un Conseil national de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole ( <i>par R. Aydogdu</i> )	897
DROIT DES SOCIETES	XI

TABLE DES MATIERES

	Folio
<b>Arrêté royal du 8 janvier 1962</b> fixant les conditions d'agrément des groupements [...] de sociétés coopératives et des sociétés coopératives ( <i>par R. Aydogdu</i> )	901
• <b>Arrêté royal du 28 juin 2019</b> portant exécution de l'article 42, § 4, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses concernant la présomption d'agrément comme entreprise agricole et comme entreprise sociale	
<b>D. Formes de sociétés européennes</b>	
<b>Loi du 10 août 2005</b> portant des mesures d'accompagnement en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à l'implication des travailleurs au sein de la Société européenne	903
<b>Loi du 17 septembre 2005</b> portant des dispositions diverses en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à l'implication des travailleurs au sein de la Société européenne	907
<b>Loi du 9 mai 2008</b> portant des mesures d'accompagnement en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à l'implication des travailleurs au sein de la Société coopérative européenne	909
<b>Loi du 9 mai 2008</b> portant des dispositions diverses en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à l'implication des travailleurs au sein de la Société coopérative européenne	913
<b>E. Droit européen des sociétés</b>	
<b>Traité du 25 mars 1957</b> sur le fonctionnement de l'Union européenne, comme consolidé par le Traité de Lisbonne du 13 décembre 2007 (Extrait: art. 49, 50, 54 et 55) ( <i>par D. Pasteger</i> )	915
<b>Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985</b> relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) ( <i>par D. Pasteger</i> )	919
<b>Règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001</b> relatif au statut de la société européenne (SE) ( <i>par D. Pasteger</i> )	927
<b>Règlement (CE) n° 1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003</b> relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC) ( <i>par D. Pasteger</i> )	939
<b>Directive (UE) 2017/828 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017</b> modifiant la directive 2007/36/CE en vue de promouvoir l'engagement à long terme des actionnaires ( <i>par D. Pasteger</i> )	955
<b>Directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019</b> modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières ( <i>par D. Pasteger</i> )	965
<b>F. Gouvernement d'entreprise</b>	
<b>Arrêté royal du 12 mai 2019</b> portant désignation du Code de gouvernement d'entreprise à respecter par les sociétés cotées ( <i>par Ph. Lambrecht</i> )	989
<b>Code Buysse III - Corporate governance - Recommandations aux entreprises non cotées</b> ( <i>par Ph. Lambrecht</i> )	1021
<b>G. Droit comptable de base</b>	
<b>Code de droit économique du 28 février 2013</b> (Extrait: art. I.5 et III.82-III.95) ( <i>par L. Ostyn</i> )	1037
<b>Arrêté royal du 21 octobre 2018</b> portant exécution des articles III.82 à III.95 du Code de droit économique ( <i>par L. Ostyn</i> )	1049

TABLE DES MATIERES

	Folio
<b>H. Professions économiques</b>	
<b>1. En général</b>	
<b>Loi du 25 avril 2007</b> portant des dispositions diverses (IV) (Extrait: Chapitre II - Insaisissabilité du domicile de l'indépendant: art. 72-83) ( <i>par N. Hallemesch</i> )	1095
<b>2. Réviseur d'entreprises</b>	
<b>Loi du 20 septembre 1948</b> portant organisation de l'économie ( <i>par S. De Blauwe et C. Luxen</i> )	1099
<b>Loi du 22 juillet 1953</b> créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, coordonnée le 30 avril 2007 ( <i>par S. De Blauwe et C. Luxen</i> )	1111
<b>Arrêté royal du 27 novembre 1973</b> portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises ( <i>par S. De Blauwe et C. Luxen</i> )	1123
<b>Arrêté royal du 26 avril 2007</b> organisant la surveillance et le contrôle de qualité et portant règlement de discipline des réviseurs d'entreprises ( <i>par S. De Blauwe et C. Luxen</i> )	1129
<b>Loi du 7 décembre 2016</b> portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises ( <i>par S. De Blauwe et C. Luxen</i> )	1137
<b>Arrêté royal du 21 juillet 2017</b> relatif à l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises ainsi qu'à l'inscription et à l'enregistrement dans le registre public des réviseurs d'entreprises ( <i>par S. De Blauwe et C. Luxen</i> )	1185
<b>3. Experts-comptables/Conseils fiscaux</b>	
<b>Arrêté royal du 1er mars 1998</b> fixant le règlement de déontologie des experts-comptables ( <i>par E. Steghers</i> )	1191
<b>Loi du 17 mars 2019</b> relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal ( <i>par E. Steghers</i> )	1199
<b>Arrêté royal du 9 décembre 2019</b> fixant un règlement relatif à la revue qualité des membres externes de l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux et fixant les modalités d'utilisation de la lettre de mission ( <i>par E. Steghers</i> )	1225
<b>Arrêté royal du 11 septembre 2020</b> fixant les modalités du registre public de l'Institut des Conseillers fiscaux et des Experts-comptables, l'octroi de la qualité aux personnes de pays tiers et aux personnes morales, les règles de fonctionnement de l'Institut et les conditions d'assurance professionnelle ( <i>par E. Steghers</i> )	1233
<b>Arrêté royal du 11 septembre 2020</b> relatif à la formation professionnelle des experts-comptables et des conseillers fiscaux ( <i>par E. Steghers</i> )	1247
<b>4. Comptables/Fiscalistes</b>	
<b>Décision du Conseil national du 6 septembre 2002</b> arrêtant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ( <i>auparavant par G. Lenaerts</i> )	1261
<b>Arrêté royal du 10 avril 2015</b> portant approbation du règlement de stage de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ( <i>auparavant par G. Lenaerts</i> )	1265
<b>Arrêté royal du 27 septembre 2015</b> fixant le programme, les conditions et le jury de l'examen pratique d'aptitude des "comptables agréés" et "comptables-fiscalistes agréés" ( <i>auparavant par G. Lenaerts</i> )	1269
<b>Arrêté royal du 28 novembre 2018</b> déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ( <i>auparavant par G. Lenaerts</i> )	1273
<b>Code de déontologie de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés (IPCF), approuvé par l'arrêté royal du 14 janvier 2021</b> ( <i>auparavant par G. Lenaerts</i> )	1283
DROIT DES SOCIETES	XIII

TABLE DES MATIERES

	Folio
<b>I. Branches de droit spéciales</b>	
<b>1. Droit des sociétés financières</b>	
<b>Loi du 1er avril 2007</b> relative aux offres publiques d'acquisition ( <i>par J. De Wolf, S. Spruyt et O. Watté</i> )	1289
<b>Arrêté royal du 27 avril 2007 (I)</b> relatif aux offres publiques d'acquisition ( <i>par J. De Wolf, S. Spruyt et O. Watté</i> )	1313
<b>Arrêté royal du 27 avril 2007 (II)</b> relatif aux offres publiques de reprise ( <i>par J. De Wolf, S. Spruyt et O. Watté</i> )	1335
<b>Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014</b> sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission	1345
<b>Loi du 25 avril 2014</b> relative au statut et au contrôle des établissements de crédit	1375
<b>Loi du 11 juillet 2018</b> relative aux offres au public d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés (Extrait: art. 1-34 et 101-104) ( <i>par J. De Wolf, S. Spruyt et O. Watté</i> )	1603
<b>Loi du 20 juillet 2022</b> relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse et portant dispositions diverses	1617
<b>2. Droit pénal des sociétés</b>	
<b>Interdiction professionnelle civile</b>	
<b>Code de droit économique du 28 février 2013</b> (Extrait: Livre XX, Titre IX, Chapitre 1er: art. XX.229-XX.236) ( <i>par Arnaud Vannieuwenhuysze</i> )	1693
<b>Interdiction professionnelle correctionnelle</b>	
<b>Arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934</b> relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités ( <i>par A. Masset et B. Tilleman</i> )	1695
<b>Code pénal</b> (Extrait: art. 5, 7bis partim et 489-492bis) ( <i>door A. Masset</i> )	1701
<b>Loi du 2 août 2002</b> relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (Extrait: art. 38-43) ( <i>par A. Masset</i> )	1711
<b>Registre central des interdictions de gérer</b>	
<b>Loi du 4 mai 2023</b> relative au Registre central des interdictions de gérer	1717
<b>3. Droit privé international</b>	
<b>Loi du 16 juillet 2004</b> portant le Code de droit international privé (Extrait: art. 4, 109-115, 140) ( <i>par M. Vandebogaerde</i> )	1721
<b>TABLES</b>	
<b>Table analytique</b> ( <i>par W. Van de Putte</i> )	1729
<b>Table chronologique</b>	1767